



3 Interdiction du chauffage au bois

4 Le paradoxe de l'électricité

6 Vers la fin des ZFE

transition énergétique

renouvelables

hydrogène

électricité

bois

gaz

FEDIE

L'autre voie(x) de la transition

Bimestriel - Mars-Avril 2025

Généré par IA

EDITO

Comment Donald Trump bouleverse le marché de l'énergie

Depuis son investiture le 20 janvier 2025 en tant que 47ème président des États-Unis, Donald Trump a multiplié les annonces et décisions radicales, bouleversant de nombreux secteurs, notamment celui de l'énergie. Ses choix ont des répercussions bien au-delà des frontières américaines, touchant l'Europe et la France.

Un coup d'accélérateur sur les énergies fossiles

Dès les premiers jours de son mandat, plusieurs décrets majeurs ont été signés pour favoriser la production de pétrole et de gaz :

- Ouverture de nouveaux sites d'exploitation, y compris dans les parcs nationaux.
• Procédures simplifiées pour exploiter de nouveaux puits.
• Levée du moratoire sur l'exploitation en Arctique.
• Approbation d'un important projet de GNL en Louisiane.

Conséquences :

- À court terme, une production accrue devrait faire baisser les prix de l'énergie et renforcer la domination des États-Unis sur le marché du pétrole et du gaz.
• En contrepartie, ces décisions augmentent les émissions de gaz à effet de serre et les risques environnementaux, notamment en Alaska.

Freinage des énergies renouvelables

Bien que certains États fédérés poursuivent leurs efforts en faveur des énergies propres, l'administration Trump a pris plusieurs mesures freinant leur essor :

- Abandon du "Green New Deal" mis en place sous Joe Biden.
• Réduction ou suppression des subventions aux énergies renouvelables.

- Annulation de l'objectif de 50% de véhicules électriques d'ici 2030.
• Sortie officielle de l'Accord de Paris.
• Coup d'arrêt au financement américain de la lutte contre le changement climatique.

Seul le nucléaire bénéficie encore d'un certain soutien de la nouvelle administration.

Des répercussions jusqu'en Europe et en France

L'Europe, qui cherche à se passer du gaz russe, dépend de plus en plus du GNL américain. Mais cette situation entraîne :

- Une volatilité accrue des prix sous pression des décisions américaines.
• Un impact sur la compétitivité des entreprises et les factures des ménages européens.

Concernant le pétrole, des prix plus bas pourraient ralentir la transition énergétique en incitant à maintenir l'usage des énergies fossiles, retardant ainsi le développement des véhicules électriques et des énergies vertes.

En France, on observe :

- Une forte baisse des aides pour les énergies renouvelables.
• Un investissement accru dans le nucléaire, privilégié par rapport aux alternatives vertes.

Pour conclure, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche marque un tournant énergétique, favorisant les énergies fossiles au détriment de la transition écologique. Si cela permet aux États-Unis de renforcer leur influence, les conséquences pour l'Europe et la France, s'annoncent préoccupantes.

La rédaction FEDIE

En chiffres

gaz à effet de serre

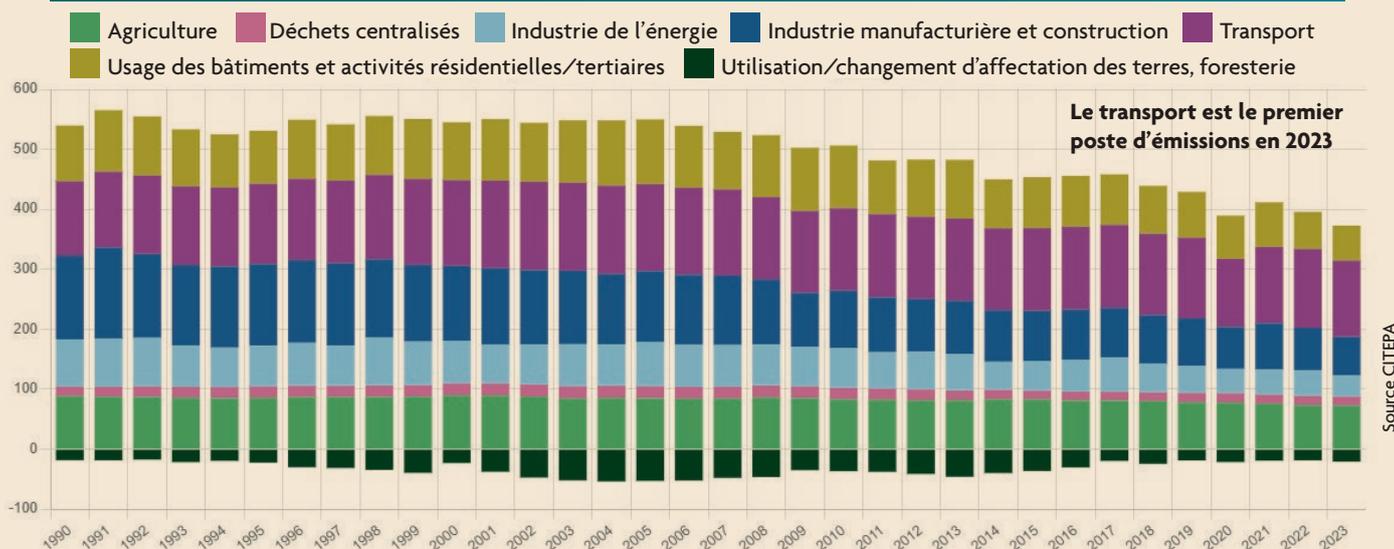
polluants atmosphériques

En chiffres : Le CITEPA

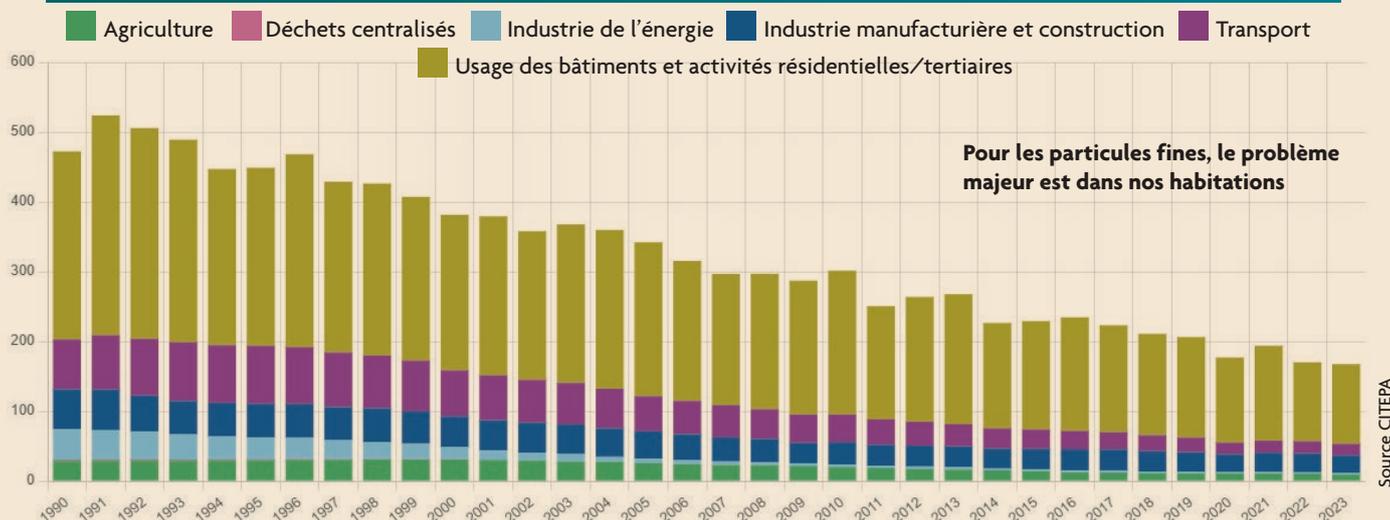
Organisme chargé de réaliser les inventaires nationaux des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre français, le CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Études de la Pollution Atmosphérique) est une association mandatée par le Ministère de la Transition Ecologique.

Ses inventaires sont primordiaux puisqu'en lien avec les négociations climats internationales, les politiques européennes « fit for 55 », la stratégie nationale bas carbone et la programmation pluriennale de l'énergie. Pour en savoir plus : <https://www.citepa.org>

Emissions de gaz à effet de serre en Mt CO2e



Emissions de particules PM2.5



L'évolution pour les autres polluants atmosphériques peut être visualisée ici : <https://www.citepa.org/explorateur-de-donnees/>

particules fines

maladies respiratoires

chauffage vétuste

Chauffage au bois : vers des interdictions ?

Le bois de chauffage reste l'une des énergies les plus utilisées en France, notamment dans les zones rurales. Qu'il s'agisse de bûches ou de granulés, il alimente cheminées, poêles et chaudières, séduisant de nombreux foyers pour son coût abordable et son impact écologique maîtrisé.

Cependant, cette popularité soulève aujourd'hui des préoccupations sanitaires majeures.

En effet, le corps médical alerte sur les conséquences du chauffage au bois :

- +10 à +15 % d'admissions hospitalières pour problèmes respiratoires entre 2020 et 2025.
- +20 % de cas d'asthme chez les enfants dans ces mêmes zones.
- +5 à 8 % de mortalité prématurée due à l'exposition chronique aux particules fines.

Bien que les émissions industrielles de particules fines aient fortement diminué, celles des bâtiments résidentiels et tertiaires stagnent, voire régressent peu.

Le problème vient en bonne partie des cheminées à foyers ouverts, bien que prisés pour leur aspect traditionnel, ils sont particulièrement inefficaces et dangereux pour la santé :

- Jusqu'à 60 % de la chaleur perdue dans l'atmosphère.
- Émissions de particules fines très élevées.
- En Île-de-France, ces foyers représentent 44 % des émissions liées au chauffage au bois, pour 5 % du parc total.

Une régulation européenne en préparation

Face à cette situation, l'Europe prépare un renforcement de la Directive Éco-conception. L'objectif ? Retirer du marché les appareils les plus polluants sans pour autant interdire ceux déjà installés.

Mais des aides financières en recul

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les aides publiques, notamment MaPrimeRénov', ont été réduites de 30 % pour l'installation de nouveaux systèmes de chauffage au bois, un frein au renouvellement des équipements, les trois quarts des ménages concernés ne remplaceront pas leur matériel sans soutien financier.

Le bois reste l'énergie la moins chère, mais l'investissement dans un système plus récent représente un coût important. Sans accompagnement, beaucoup de foyers devront continuer d'utiliser des équipements anciens et polluants.

Un équilibre à trouver entre écologie, santé et pouvoir d'achat

Le chauffage au bois demeure une solution de chauffage incontournable en France. Plutôt qu'une interdiction brutale, qui pourrait être mal acceptée par les utilisateurs, il est essentiel de mieux informer les consommateurs sur les évolutions réglementaires et de maintenir des aides adaptées pour faciliter la transition vers des équipements plus performants et respectueux de l'environnement.

Nouveauté : le poêle à granulés hydro

Le poêle à pellets hydro est une solution de chauffage innovante qui séduit de plus en plus de foyers en France. Il associe les avantages d'un poêle à granulés classique à ceux d'un système de chauffage central.

Contrairement à un poêle standard qui diffuse uniquement de la chaleur dans la pièce où il est installé, ce modèle permet également de chauffer l'eau circulant dans un réseau de radiateurs ou de planchers chauffants.

Pourquoi choisir un poêle à pellets hydro ?

- Avec un rendement de plus de 90 %, ce système optimise la consommation de granulés et limite les pertes d'énergie.
- Ce poêle ne se limite pas à une seule pièce : il alimente tout le système de chauffage central.
- Fonctionnant avec des granulés de bois, une énergie renouvelable, il contribue à la réduction des émissions de CO₂ et à la transition énergétique.
- Le bois est l'énergie la moins chère du marché, bien plus stable en prix que l'électricité ou le gaz.

- L'investissement initial, bien que plus élevé qu'un poêle classique, reste inférieur à celui d'une chaudière à pellets.
- Alternative intéressante à la pompe à chaleur, surtout avec la hausse constante des prix de l'électricité.
- Un confort optimal et un design moderne qui s'intègrent facilement à tous les intérieurs.

Installation et précautions

L'installation d'un poêle à pellets hydro nécessite l'intervention d'un professionnel qualifié afin d'assurer un fonctionnement optimal, sécurisé et conforme aux normes. Un bon dimensionnement et un entretien régulier garantiront sa durabilité et ses performances.

En résumé, le poêle à pellets hydro représente une solution performante, économique et écologique pour chauffer l'ensemble d'une habitation. Un choix idéal pour ceux qui recherchent une alternative durable et efficace face aux hausses du prix des énergies.

électricité décarbonée

électricité fossile

paradoxe

Le paradoxe de l'électricité France/Monde

général par IA

L'électricité est souvent perçue comme une source d'énergie propre, notamment en France où elle est qualifiée d'électricité décarbonée. Cependant, au niveau mondial, la production d'électricité reste largement tributaire des énergies fossiles, créant ainsi un paradoxe : une électricité décarbonée en France, mais fortement émettrice de gaz à effet de serre (GES) ailleurs. Comment expliquer ce phénomène et quelles sont ses implications ?

Une électricité décarbonée en France

En France, le mix électrique repose principalement sur le nucléaire (environ 70 % de la production), suivi par l'hydroélectricité et les autres énergies renouvelables. Cette configuration permet d'avoir un des bilans carbone les plus bas du monde.

Grâce à cette particularité, la France se distingue des autres pays qui, bien que développant les énergies renouvelables, continuent d'utiliser du gaz, du fioul ou du charbon pour équilibrer leur production électrique.

Une électricité mondiale dominée par les énergies fossiles

À l'échelle mondiale, environ 60 % de l'électricité est encore produite par les énergies fossiles. La Chine, les États-Unis et l'Inde, qui sont les plus gros producteurs et consommateurs d'électricité, reposent encore fortement sur ces sources fortement émettrices.

De nombreux pays en développement, faute de moyens suffisants, continuent donc d'exploiter leurs réserves de charbon, pétrole et gaz.

Le paradoxe de l'électrification mondiale

L'essor de l'électrification à l'échelle mondiale ne fait qu'accroître ce paradoxe. L'impact environnemental des voitures électriques dépend fortement du mix énergétique du pays où elles sont rechargées. De même, l'essor des data centers et des technologies numériques entraîne une demande croissante en électricité, ce qui, selon le pays, peut accroître la consommation d'énergies fossiles et donc les émissions de CO₂.

Mais c'est surtout la climatisation qui pose le plus problème, elle est responsable de 7 % des émissions mondiales de GES, trois fois plus que le transport aérien.

Quelques pistes pour contrer ce paradoxe

Accélérer la transition vers les énergies renouvelables : en particulier solaire, éolien et le stockage d'énergie.

Améliorer l'efficacité énergétique : réduire la consommation d'électricité grâce à des technologies plus performantes et à une meilleure gestion de la demande.

Renforcer la coopération internationale pour aider les pays les plus dépendants aux énergies fossiles à accélérer leur transition.

Le paradoxe de l'électricité, propre en France mais encore fortement émettrice de GES dans le monde, met en lumière les défis de la transition énergétique globale. Alors que la France bénéficie d'un mix énergétique favorable, la lutte contre le changement climatique exige une action concertée à l'échelle mondiale pour décarboner la production d'électricité et réduire l'empreinte carbone globale.

Suppression de la TVA réduite des factures d'électricité

Votre facture d'électricité se décompose à peu près ainsi :

- La fourniture d'électricité (ce que vous consommez)
- L'abonnement
- Les taxes et contributions

Cette dernière partie de taxes comprend :

- Contribution Tarifaire d'acheminement (CTA)
- Contribution au service public de l'électricité (CSPE)
- Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)
- TVA à 20% sur la consommation
- TVA à 5,5% sur l'abonnement et la CTA.

Selon la loi de finance pour 2025, c'est cette partie de TVA réduite à 5,5% qui va repasser au taux normal de 20% à partir du 1^{er} août prochain.

Une mauvaise nouvelle donc pour les utilisateurs qui vont encore voir leur facture augmenter.

Suivant la puissance souscrite, la hausse sera d'environ une vingtaine d'euros pour les petites puissances jusqu'à 100 euros pour les plus grosses sur une année.

Astuce pour économiser sur votre facture d'électricité

On vient de voir que c'est la partie abonnement qui va se trouver augmentée au mois d'août prochain, hors celui-ci dépend de la puissance souscrite et cette puissance est souvent surévaluée.

Pour tenter d'économiser, il vous faut donc vérifier la puissance maximale dont vous avez besoin et de la comparer à la puissance souscrite dans votre abonnement.

Par exemple, en passant celui-ci de 9 à 6 kVA vous pouvez économiser environ une quarantaine d'euros à l'année.



gaz de réseau

GNL

Perspectives

généré par IA

Les mutations du gaz de réseau

La consommation de gaz fossile en France a connu d'importantes fluctuations au cours des dernières décennies. Historiquement, le gaz a été une source d'énergie essentielle pour le chauffage résidentiel, l'industrie et la production d'électricité. Toutefois, plusieurs facteurs ont contribué à une évolution significative de cette consommation, notamment la transition énergétique, les crises géopolitiques avec le développement du Gaz Naturel Liquéfié (GNL) et l'essor des énergies renouvelables.

Crise énergétique et tensions géopolitiques

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a marqué un tournant majeur pour l'approvisionnement de gaz en Europe, y compris en France. La dépendance au gaz russe a poussé les européens à diversifier leurs sources d'importation, notamment via le GNL en grande partie américain.

En France, face à la flambée des prix et aux risques de pénurie, les consommateurs (particuliers et professionnels) ont réduit leur consommation. En 2023, la demande de gaz en France a chuté d'environ 15 %, principalement grâce aux efforts de sobriété énergétique et à des températures hivernales relativement douces.

En 2024, la baisse se poursuit dans une moindre mesure à -5,5%, elle est principalement due à la baisse de la production d'électricité via des centrales à gaz.

Avantages et inconvénients du GNL

Avantages

- Diversification des sources d'approvisionnement
- Capacités d'exportation élevées et flexibilité
- Réduction des contraintes liées aux gazoducs

Inconvénients

- Empreinte carbone élevée
- Prix volatils et dépendance au marché mondial
- Besoin d'infrastructures adaptées
- Dépendance accrue aux États-Unis

La France au centre des importations européennes

En 2024, 24% des importations européennes transitent par la France parmi lesquelles le GNL représente 57% (43% transitent par gazoducs, avec du gaz provenant désormais exclusivement de Norvège).

En revanche, si 46% de ce GNL provient des États-Unis, 16% proviennent de Russie, ce qui en fait le deuxième fournisseur. NaTran (ex GRTgaz) explique que la traçabilité du GNL est un sujet complexe, voir sur ce sujet notre article ci-dessous.

Quelles perspectives pour l'avenir ?

L'avenir du gaz de réseau en France dépendra de plusieurs facteurs :

- La poursuite de la transition énergétique, avec une baisse structurelle de la demande en gaz naturel.
- L'essor des gaz renouvelables (biométhane et hydrogène vert), qui pourraient à long terme remplacer le gaz fossile.
- Les évolutions du marché international du gaz, notamment la disponibilité et le prix du GNL.

Le recours au GNL américain n'est pas une solution providentielle, si la France cherche à réduire sa dépendance au gaz fossile, cette énergie reste encore indispensable à court terme pour répondre aux besoins hivernaux et assurer la flexibilité du réseau électrique. L'enjeu majeur sera donc de concilier sécurité énergétique et décarbonation progressive du secteur.

Du GNL russe dans nos importations de gaz

Si les importations de gaz naturel par gazoduc en provenance de Russie ont fortement chuté depuis 2022, celles de GNL russe ont, en revanche, augmenté. Ce gaz est acheminé par navires depuis les sites de production russes, notamment Yamal et Arctic LNG, avant d'être regazéifié dans les terminaux européens. La France fait partie des pays les plus importateurs, aux côtés de l'Espagne et de la Belgique.

Pourquoi l'Europe continue-t-elle d'en acheter ?

Malgré les sanctions économiques contre Moscou, le GNL ne fait pas encore l'objet d'un embargo. Plusieurs raisons expliquent cette situation :

- L'Europe peine à trouver des sources d'approvisionnement.
- Certains contrats empêchent une rupture immédiate.
- Le GNL russe reste souvent moins cher.

Des conséquences géopolitiques et environnementales

Cette dépendance persistante pose plusieurs défis :

- La Russie profite des recettes pour son armement.
- Tout en affichant une volonté de rupture énergétique avec Moscou, l'Europe continue d'acheter du gaz russe.
- Le transport du GNL par méthanier génère davantage d'émissions de CO₂ que le gaz acheminé par gazoduc.

Vers une réduction des importations ?

Face aux critiques, l'Union européenne réfléchit à des restrictions progressives et au renforcement des énergies renouvelables.

En attendant, le GNL russe reste une part non négligeable du mix énergétique européen, rappelant la complexité d'une transition énergétique réellement indépendante.



Vers la fin des ZFE ?

Les zones à faibles émissions (ZFE) ont été instaurées pour lutter contre la pollution de l'air en restreignant l'accès des véhicules les plus polluants dans certaines agglomérations. Cependant, une récente décision à l'Assemblée nationale les remet en question. Introduites par le décret du 28 juin 2016, les ZFE permettent aux collectivités de limiter la circulation des véhicules polluants. La loi d'orientation des mobilités (LOM) de 2019 a renforcé ce dispositif, les rendant obligatoires dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants avant le 31 décembre 2024. Ces zones visent à réduire les émissions de particules fines, responsables de maladies respiratoires et de nombreux décès prématurés chaque année.

Suppression des ZFE votée en commission

Le 27 mars 2025, contre l'avis du gouvernement, la commission de l'Assemblée nationale a adopté deux amendements visant à supprimer les ZFE. Néanmoins, cette suppression doit encore être débattue en séance plénière pour être entérinée.

Villes concernées par la suppression

Si la suppression des ZFE est confirmée, plusieurs villes et agglomérations seraient directement impactées. Parmi elles, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse et Grenoble, qui avaient déjà mis en place ou prévu des ZFE pour améliorer la qualité de l'air. La suppression remettrait en cause les mesures restrictives déjà appliquées ou envisagées dans ces zones urbaines.

Perspectives et débats

La suppression des ZFE soulève des débats entre partisans de la liberté de circulation et défenseurs de l'environnement. Les premiers estiment que ces zones pénalisent les ménages modestes et les professionnels dépendant de leur véhicule, tandis que les seconds rappellent l'urgence sanitaire liée à la pollution de l'air. Le gouvernement devra arbitrer entre ces positions lors des prochaines discussions parlementaires.

Un nouveau moyen pour économiser jusqu'à 7,3 % de carburant

L'entreprise espagnole **FERSA** a réalisé un exploit en créant un moyeu innovant qui permet de réduire la consommation de carburant (entre 3 et 7,3%). Destiné aux poids lourds, ce procédé a été testé dans différents types de véhicules comme des camions remorques ou des véhicules de transport urbain. Intitulé **FE Wheel Hub**, ce moyeu révolutionnaire réduit la friction et la résistance au roulement grâce à des améliorations microgéométriques, à des joints et matériaux avancés et à une technologie de lubrification très haut de gamme. Autre avantage en plus des économies de carburant, ce moyeu a également une longévité accrue par

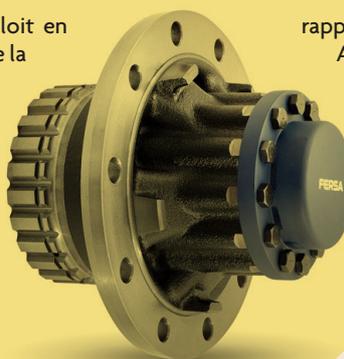


Photo FERSA

rapport à un moyeu classique.

Avec à la fois de substantielles économies financières et un impact environnemental réduit, de nombreuses flottes devraient à terme utiliser leur procédé.

Pour en savoir plus : www.fersa.com/fr

Abonnez-vous
à notre newsletter
<https://bit.ly/3AqDZn5>



est le média d'information
sur la transition énergétique édité par



Directeur de la publication :
Dominique GUERQUIN
contact@europenergie-nordest.fr

Maquette et rédactionnel :
Denis DRALET - Studio Lune Bleue
ddralet@gmail.com

Réduisons le CO2 Communication
8, rue Alfred Kastler
54320 MAXEVILLE

